



Versement

1479 W 1 - 47

Identification :

Intitulé/ Analyse : Hygiène sociale.- Habitat insalubre : dossiers de plainte (1986-1997), études sur le saturnisme (2000-2002). Conseil départemental d'hygiène : dossiers de séances (1986-2002). Centre nucléaire de production d'électricité de Nogent-sur-Seine (1996-2002).

Dates extrêmes : 1986-2002

Importance matérielle : 2,87 ml

Contexte

Service producteur : Direction départementale des affaires sanitaires et sociales, service santé/ environnement.

N^{os} d'entrée du versement : 55850 et 55851

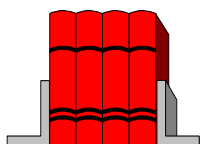
Date d'entrée du versement : 8 avril 2008

Conditions d'accès aux documents

Début communicabilité : Immédiate

Contrôle de la description

Date de rédaction de l'inventaire : août 2009



Présentation

Présentation du service producteur

Service déconcentré de l'Etat, la Direction départementale des affaires sanitaires et sociales (D.D.A.S.S.) est chargée de mettre en œuvre et d'adapter au niveau local, sous l'autorité du Préfet, la politique sanitaire et sociale définie par le Gouvernement. Elle veille au respect de la loi et de la réglementation dans les domaines de la Santé et de l'Action Sociale. Elle aide à compenser les handicaps dont souffrent les personnes en situation de dépendance, de précarité ou de marginalité. Elle est aussi un des acteurs de la protection de notre environnement et de la surveillance de la qualité de l'eau. Parmi les dossiers traités par la DDASS dans les domaines de la santé et de la protection sociale, l'accent est particulièrement mis sur la lutte contre les exclusions, la santé publique et la coordination de plans tels le "plan canicule" et en période hivernale le "plan grand froid".

Le Conseil départemental d'Hygiène

Le Conseil départemental d'hygiène est un organisme consultatif saisi par le Préfet et institué pour donner des avis ou des recommandations sur « toutes les questions intéressant la Santé Publique et la Protection Sanitaire de l'Environnement » (article L.776 du Code de la Santé Publique), en particulier sur les demandes d'autorisation au titre de la réglementation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ou sur les demandes d'autorisation au titre de la loi sur l'eau.

La centrale nucléaire de production d'électricité de Nogent-sur-Seine

Située à 60 km à l'Ouest de Troyes et à 120 km à l'Est de Paris, la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine est la première à être construite sur la Seine, en 1981. Cette centrale nucléaire est constituée de deux réacteurs.

Présentation du contenu du versement

Intérêt du versement

La première partie de ce versement est constituée des dossiers de plaintes pour habitat insalubre instruits entre 1992 et 1997 (à noter un dossier isolé, datant de 1986) ainsi que d'études sur le saturnisme remontant à 2000-2002. La seconde partie concerne la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine et notamment la gestion des amibes et la distribution préventive de comprimés d'iode (1996-2002). La dernière partie contient les affaires traitées lors des séances du Conseil départemental d'hygiène de 1986 à 2002. Cette dernière complète le versement 1327 W qui contient également les affaires traitées lors des séances du Conseil et concerne aussi l'organisation, le fonctionnement et la composition de cette structure.

Mode(s) de classement adopté(s)

Les dossiers de plaintes pour habitat insalubre sont rangés chronologiquement, puis alphabétiquement par commune et par nom du plaignant.

Les comptes-rendus de séances du Conseil départemental d'hygiène sont quant à eux classés chronologiquement.



CONDITIONS D'ACCES AU FONDS

Conditions générales d'accès aux archives publiques

La loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 pose comme principe le droit de toute personne à l'information (article 1) et par conséquent, le droit d'obtenir communication des documents détenus par une administration sous réserve que leur consultation ne porte pas atteinte à l'un des secrets protégés par la loi.

Le législateur définit des «secrets absolus» (article 6). Dans ce cas, les documents administratifs dont la consultation porterait atteinte à l'un des secrets protégés par la loi ne sont pas communicables au sens de la loi du 17 juillet 1978. Ils sont communicables au terme des délais et dans les conditions fixées par la loi du 15 juillet 2008 sur les archives.

Il définit également des « secrets relatifs » (article 6). Dans ce cas, seule la personne directement concernée par les documents peut les consulter. Dans tous les autres cas, l'accès à ces documents se fait sur le fondement de la loi du 15 juillet 2008 en vertu des articles 17 et 18.

La loi Archives n° 2008-696 instaure le principe de la libre communicabilité des archives publiques à toute personne, et révisé les délais spéciaux. Les délais spéciaux sont désormais (suivant le contenu du document) :

- de 25, 50 et 75 ans à compter de la date du document ; le délai de 100 ans tel que le fixait la Loi Archives n° 79-18 étant toujours applicable dans le cas de dossiers ou d'actes mettant en cause des mineurs.

- de 100 et 120 ans à compter de la date de naissance de la personne ou de 25 ans à compter de la date de décès de la personne.

Par convention, la libre communicabilité est fixée au 1er janvier de l'année qui suit.

Pour toute consultation de document avant l'expiration des délais légaux, il vous est possible de déposer une demande de dérogation auprès du directeur des Archives départementales. Le président de salle de lecture est à votre disposition pour tout renseignement.

Conditions d'accès au fonds

Les dossiers sont communicables immédiatement.



Plan de classement

1479 W	Description	Dates extrêmes
1 - 19	Habitat insalubre.	1986 - 2002
1 - 17	Dossiers de plainte.	1986 - 1997
18 – 19	Saturnisme.	2000 - 2002
20 - 21	Centrale nucléaire de production d'électricité de Nogent-sur-Seine.	1996 - 2002
20	Gestion des amibes.	1999 - 2002
21	Distribution préventive de comprimés d'iode.	1996 - 2002
22 - 47	Conseil départemental d'hygiène : comptes-rendus de séances	1986 - 2002

1479 w 1-47

Hygiène sociale.- Habitat insalubre : dossiers de plainte (1986-1997), études sur le saturnisme (2000-2002). Conseil départemental d'hygiène : dossiers de séances (1986-2002). Centre nucléaire de production d'électricité de Nogent-sur-Seine (1996-2002).

1479 W 1 - 19 Habitat insalubre.

1986 - 2002

1479 W 1 - 17 Dossiers de plainte (classement chronologique par année puis alphabétique par commune).

1986 - 1997

1479 W 1 1986 : 1 dossier (St Julien les Villas).

1986 - 1986

1479 W 2 communes de A à P.

1992 - 1992

1479 W 3 communes en R.

1992 - 1992

1479 W 4 communes de S à V.

1992 - 1992

1479 W 5 communes de A à N.

1993 - 1993

1479 W 6 communes de P à V.

1993 - 1993

1479 W 7 communes de A à O.

1994 - 1994

1479 W 8 communes de P à V.

1994 - 1994

1479 W 9 communes de A à M.

1995 - 1995

1479 W 10 communes de N à R.

1995 - 1995

1479 W 11 communes de S à V.

1995 - 1995

1479 W 12 communes de A à C.

1996 - 1996

1479 W 13 communes de D à O.

1996 - 1996

1479 W 14 communes de P à V.

1996 - 1996

1479 W 15 communes de A à C

1997 - 1997

1479 W 16 communes de D à P

1997 - 1997

1479 W 17 communes de R à V

1997 - 1997

1479 W 18 - 19 Saturnisme, définition des zones à risque.

2000 - 2002

1479 W 18	Etude sur la commune de Romilly-sur-Seine : bilan d'enquête, contrat d'étude, correspondance administrative.	2000 - 2000
1479 W 19	Classement du département de l'Aube comme zone à risque d'exposition au plomb : compte-rendu de réunion, bilan d'enquête, diaporama, cartes de zonage, arrêté préfectoral.	2001 - 2002
1479 W 20 - 21 sur-Seine.	C.N.P.E. (centre nucléaire de production d'électricité) de Nogent-	1996 - 2002
1479 W 20	Gestion des amibes : étude de l'école nationale de la santé publique, résultat d'analyses, compte-rendu et procès-verbal de réunion, copie d'arrêté préfectoral.	1999 - 2002
1479 W 21	Distribution préventive de comprimés d'iode stable ; sectorisation des communes incluses dans le périmètre du P.P.I. (plan particulier d'intervention) : cartes de zonage, rapport de mission, compte-rendu de réunion, circulaire, communiqué de presse, affiche.	1996 - 2002
1479 W 22 - 47	Conseil départemental d'hygiène, dossiers de séances : documents préparatoires, procès-verbal (classement chronologique par séance).	1986 - 2002
1479 W 22	13 février 1986.	1986 - 1986
1479 W 23	18 septembre 1991.	1991 - 1991
1479 W 24	26 septembre 1997.	1997 - 1997
1479 W 25	22 janvier 2001.	2001 - 2001
1479 W 26	13 février 2001.	2001 - 2001
1479 W 27	22 mars 2001.	2001 - 2001
1479 W 28	25 avril 2001.	2001 - 2001
1479 W 29	11 mai 2001.	2001 - 2001
1479 W 30	21 juin 2001.	2001 - 2001
1479 W 31	27 juin 2001.	2001 - 2001
1479 W 32	27 juillet 2001.	2001 - 2001
1479 W 33	10 septembre 2001.	2001 - 2001
1479 W 34	17 octobre 2001.	2001 - 2001
1479 W 35	07 novembre 2001.	2001 - 2001
1479 W 36	27 novembre 2001.	2001 - 2001

1479 W 37	10 décembre 2001.	2001 - 2001
1479 W 38	30 janvier 2002.	2002 - 2002
1479 W 39	05 février 2002.	2002 - 2002
1479 W 40	27 mars 2002.	2002 - 2002
1479 W 41	07 mai 2002.	2002 - 2002
1479 W 42	30 mai 2002.	2002 - 2002
1479 W 43	20 juin 2002.	2002 - 2002
1479 W 44	03 septembre 2002.	2002 - 2002
1479 W 45	02 octobre 2002.	2002 - 2002
1479 W 46	24 octobre 2002.	2002 - 2002
1479 W 47	06 décembre 2002.	2002 - 2002